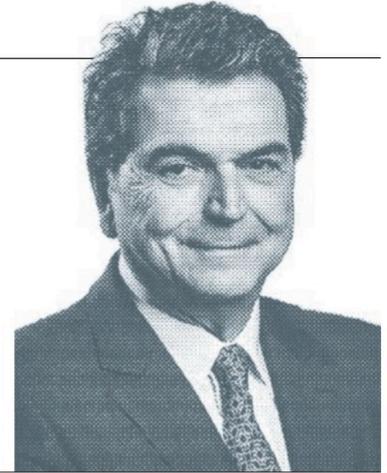


La triple impasse

Militaire, politique, diplomatique, l'enlisement de la guerre d'Ukraine est total.

Par Pierre Lellouche



Entrée dans sa quatrième année, la guerre d'Ukraine se trouve tragiquement enlisée dans une triple impasse. Militaire d'abord : malgré un million de tués et de mutilés dans les deux camps, la guerre ne voit se dégager aucune perspective de victoire décisive, ni d'un côté ni de l'autre. Manquant cruellement d'hommes et bientôt d'armes (la dotation de 61 milliards de dollars apportée par Biden est presque entièrement dépensée), l'armée ukrainienne ne peut plus prétendre reprendre par la force la Crimée et les deux tiers du Donbass annexés par les Russes. Ces derniers, en retour, ont abandonné toute velléité de conquête de l'Ukraine tout entière. Le pire, cependant, est que des deux côtés, on reste convaincu que la victoire est possible...

Impasse politique ensuite. Malgré l'irruption tonitruante de Trump depuis février, les promesses d'un règlement rapide sont restées vaines. Zelensky a dû subir l'humiliation publique du bureau Ovale et abandonner aux Américains l'essentiel de ses richesses minières dans l'espoir de conserver un hypothétique lien sécuritaire avec Washington, mais il n'a pu obtenir le cessez-le-feu, vital pour lui, que Trump était censé arracher à Poutine. Les civils ukrainiens continuent de mourir chaque jour... Quant au maître du Kremlin, il multiplie les compliments publics à l'endroit de son nouvel ami américain qui, il est vrai, l'a couvert de cadeaux : la non-adhésion définitive de l'Ukraine à l'Otan et la reconnaissance de l'annexion de la Crimée, cela en échange de rien... Or Poutine n'a pas varié d'un iota : il exige toujours de régler les « causes profondes » du conflit, à savoir la démilitarisation partielle de l'Ukraine et plus généralement un nouvel ordre militaire au centre de l'Europe, avec le retrait des moyens de l'Otan le plus loin possible des frontières russes. Toutes choses que Zelensky ni la grande majorité des Ukrainiens ne peuvent accepter. La rupture est donc totale entre les deux protagonistes, d'ailleurs soutenus par leurs opinions publiques respectives.

D'où la troisième impasse, diplomatique celle-là. Les dirigeants des quatre principales puissances européennes, réunis à Kiev le 10 mai, avaient cru pouvoir forcer Poutine à négocier un cessez-le-feu, en brandissant un ultimatum. À compter du lundi 12 mai, ce serait, menaçaient-ils, soit le

cessez-le-feu soit des sanctions d'une ampleur sans précédent, une démarche à laquelle Trump avait semblé se rallier *in extremis*. Mais, fort habilement, Poutine répliqua le soir même en se déclarant prêt à négocier, dès le jeudi suivant à Istanbul, un rendez-vous surprise, hautement médiatique, immédiatement soutenu par Trump... et dans la foulée par Zelensky, qui annonça même qu'il se rendrait en personne à Istanbul dans l'espoir de traiter directement avec Poutine. Le stratagème fonctionna : l'ultimatum européen fit pschitt, tout comme le simulacre de négociations à Istanbul. Et, pour clore cette brillante séquence de diplomatie spectacle en forme de théâtre de guignols, Trump promit de régler tout cela lui-même par un long coup de téléphone à Poutine le lundi suivant... totalement inefficace,

Trump semble avoir compris et se prépare à se retirer purement et simplement.

là encore. Cette fois, Trump semble avoir compris et se prépare à se retirer purement et simplement : « [Cette guerre] était une affaire européenne et aurait dû rester une affaire européenne... »

Un scénario cauchemar se profile pour les Européens, qui se voient condamnés à prendre le relais des États-Unis sans en avoir les moyens. Sans le Congrès américain, les sanctions maximales, dont rêve Jean-Noël Barrot qui veut « prendre la Russie à la gorge » (*sic!*), seraient sans le moindre effet. Quant à alimenter l'effort de guerre ukrainien, comment le faire alors que les arsenaux européens sont à l'os et qu'il faut trouver de l'argent ? D'où le retour en force de l'idée de saisir les 200 milliards d'euros d'avoirs russes, à laquelle seule la France continue à s'opposer.

L'Europe, dans tout cela, n'a pas fini de payer son suivismisme aveugle de Biden, en 2022, comme celui qu'elle subit, cette fois sous Trump. Seule bonne nouvelle pour ses dirigeants actuels : dimanche dernier, la Roumanie, crucial État frontalier de l'Ukraine, n'est pas « tombée » aux mains des « populistes », déjà en place dans deux autres pays voisins de l'Ukraine : la Slovaquie de Fico et la Hongrie d'Orbán. Reste pour les Européens à repenser, enfin ! le bien-fondé de leur politique depuis le début de cette guerre... ●